



MAIN BASSE SUR LES TERRES DE LA VALLÉE

AU 21^E SIÈCLE, IL EST ENCORE POSSIBLE DE CONFISQUER DES TERRES ENTIÈRES À L'INSU DE LEURS PROPRIÉTAIRES POUR DES INVESTISSEURS NON IDENTIFIÉS. TEL EST LE DRAME QUI SECOUE ACTUELLEMENT TOUTE LA VALLÉE. QUI SONT DERRIÈRE CETTE GROSSE MACHINATION ? ENQUÊTE ET TÉMOIGNAGES EXCLUSIFS.



120 000 HECTARES de la vallée ont été confisqués il y a quelques mois par des personnes se cachant derrière le sceau de l'Etat. Quelques affichettes publiées à la hâte dans certaines préfectures ont informé les villageois de l'accaparement de ces terres «dites mortes». Tout porte à croire que derrière cette grosse opération se cache quelques puissants hommes d'affaires et notabilités qui, reconvertis en intermédiaires, mobilisent du foncier pour aller le proposer à d'hypothétiques investisseurs arabes moyennant de grosses commissions. Tant pis si ce business se passe de toute éthique et viole les règles les plus élémentaires en matière de propriété privée. Pour en avoir le cœur net, nous avons sillonné la vallée à la rencontre de ces villageois qui demandent au gouvernement de sortir de son silence et de mener une inspection dans la vallée où des préfets, des walis et des commissaires de police continuent de se comporter comme de véritables colons face à une population désarmée.

A Haré Mbar où 40 000 hectares ont été confisquées dans les espaces du Walo,

TÉMOIGNAGE DU CHEF DE VILLAGE DE HAYRÉ GOLÉRÉ ET CERTAINS NOTABLES



DU CHEF DE VILLAGE AUX AIDES DE CAMPS, TOUS CONSCIENTS DES CONSÉQUENCES DE L'OCTROI DE LEURS TERRES AUX INVESTISSEURS MAIS AUSSI TOUS PRÊTS À DÉFENDRE LA TERRE DE LEURS ANCÊTRES ET DE LEURS FUTURES GÉNÉRATIONS

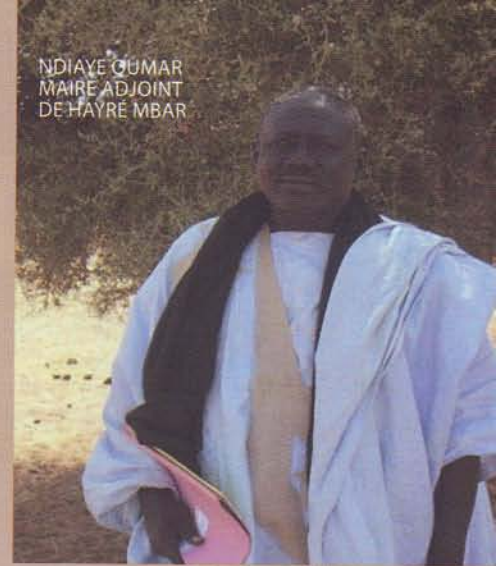
L'état doit être en mesure de défendre l'intérêt général de ses populations : C'est honteux de pouvoir drainer des investisseurs capables d'aménager plus de 150.000 Hectares sans pouvoir effectuer au préalable l'impact global. Je ne blâme personne mais c'est inconscient, et c'est ça un véritable terrorisme économique ou financier. Ceux qui défendent la faisabilité de ce projet n'ont aucune terre dans cette zone, ils ne sont qu'une bande de terroristes économiques qui ne tardera pas d'avoir une punition divine. Que Dieu nous protège contre les malfaiteurs.

RARE SONT LES HOMMES POLITIQUES DE LA RÉGION, POURTANT TOUS ENGAGÉS POUR LES PROCHAINES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES, À SE FAIRE L'ÉCHO DES PAYSANS AUPRÈS DES HAUTES AUTORITÉS. BÂ EL HADJ MAMADOU, PRÉSIDENT DE L'ONG AMAD S'ÉTONNE DE CE SILENCE SUR LA CONFISCATION DE TERRES QU'IL ESTIME EN TOUT À 120 000 HECTARES.

nous avons rencontré Dieng Oumar Hadi, conseiller municipal. Ses déclarations choquent : « nos terres ancestrales sont attribuées à des investisseurs jusque-là inconnus ». Ces terres en question sont limitées à l'Est par le village de Haéré Goléré, au Nord par Hayé Mbaré, à l'Ouest par Dioudé et au Sud par le périmètre Dioudé Dandé Mayo.

« On nous en a informé par un simple affichage accroché sur les murs de la préfecture. On ne connaît pas l'identité des ces investisseurs. Qu'envisagent-ils de faire dans nos propres terres, des terres qui font vivre nos enfants et notre bétails. ? ». Et de lancer ce cri de cœur, vain, vers une administration jusque-là muette : « nos terres sont vivantes, pas mortes. Leur attribution doit passer par nous, par des négociations transparentes. ». Possesseur de 70 hectares dans cette zone, M. Dieng ne s'oppose pas à l'arrivée des investisseurs étrangers. « Nous proposons du fifty-fifty. Nous avons nos terres et l'Etat, son réseau d'investisseurs. Tout est négociable suivant le bail, la location. Seulement, le titre foncier doit rester notre propriété. C'est notre garantie de survie ».

Rare sont les hommes politiques de la région, pourtant tous engagés pour les prochaines échéances électorales, à se faire l'écho des paysans auprès des hautes autorités. Bâ el Hadj Mamadou, président de l'ONG Amad s'étonne de ce silence sur la confiscation de terres



NDIAYE OUMAR
MAIRE ADJOINT
DE HAYRÉ MBAR

TÉMOIGNAGE DE NDIAYE MAIRE ADJOINT DE HAYRÉ MBAR)

Qui sont réellement ces investisseurs ?

Aucune idée, des saoudiens, des libyens ou Soudanais on manque carrément d'informations.

Est-ce que les populations locales ont été concertées et à quels degrés sont-elles impliquées ?

Nous avons reçu l'information à partir de la préfecture de Bababé où a été affiché que l'état a décidé de donner à des investisseurs les terres ci-dessus citées et que toute personne voulant se manifester doit le faire avec des justificatifs fonciers sous 60 jours. Tout le monde a patiné, les uns et les autres se recherchaient et c'était vraiment l'ordre du jour dans le fief de Lao. Toute activité menée dans ces différentes zones se limite à l'élevage et à l'agriculture de Walo et bien sûr de la pêche.

Etes-vous contre la viabilisation de ces terres ?

Nous ne sommes pas contre l'idée mais nous sommes contre le principe selon lequel a été adopté le projet. Il n'y a aucune visibilité sur le devenir et l'intérêt que pourrait apporter cet investissement sur la vie de ces pauvres populations.

EN RÉSUMÉ, VOILÀ CE QUI EST CONVOITÉ

- 25.000 Hct à Ganki déjà attribués
- 40.000 Hctr de Boghé en cours.
- 10.500 de dar El barka en cours
- 40 000 hctes dans la zone de hayré Mbar, goléré, Dioudé et Séno boussombé
- Total : 120 000 hectares

TÉMOIGNAGE DE CHEIKH TIJANI (MEFTAH EL KHAIR)

L'intellectuel d'un village situé à 30 KM sur l'axe Boghé-Rosso nous donne son avis sur le projet comptant être attribué aux investisseurs aussi bien dans la Zone de Boghé et Dar El barka que les autres zones majoritairement cultivables. Aucun apport d'investissement ne pourra remplacer l'intérêt ou le rôle que joue ces différentes aires agropastorales pour ces foyers villageois n'ayant comme ressources que ces pauvres bêtes et terres. Quand on est loin de ces zones, on croit qu'aucune vie ne peut y survivre c'est-à-dire aucun signe de vie n'y apparaît. Dans ce cas, on se trompera d'hypothèse. Cette zone représente la seule réserve pastorale qui abrite des troupeaux venant de partout pendant les périodes dures de soudure. Nous devons avant tout les sauvegarder et même si on doit les exploiter, on doit étudier et impliquer à fond ces différentes populations.



CHEIKH TIJANI, ÉLEVEUR ET
AGRICULTEUR DU VILLAGE
MEFTAH EL KHAIR, SOUCIEUX DE
L'AVENIR DE TOUTE LA RÉGION ET
DE SES POPULATIONS



C'EST LA PLUS GRANDE RÉSERVE
PASTORALE DU BRAKNA OÙ TOUS LES
TROUPEAUX SE RETROUVENT PENDANT
LES PÉRIODES DE SOUDURE

qu'il estime en tout à 120 000 hectares. «Comme vous le savez, toutes les zones attribuées représentent des aires pastorales. Dans la logique, toute zone à haute valeur pastorale ne doit jamais être cédée à des investisseurs, quel que soit leur poids. Nous avons dans cette zone des millions de caprins, ovins et bovins et un nombre considérables de villages ». Si l'État ne fait pas marche arrière, les populations, déjà démunies, seront encore plus pauvres. «il n'y aura plus de vie pastrale dans toute la région, des villages seront cartographiquement ralliés et, finalement, ni les populations, ni le cheptel ne pourront résister », déclare M. Bâ, appelant à une solution rapide pour «sauver des millions de vies qui commencent à s'adapter, à s'auto-développer et à s'auto-suffire alimentaires ».

« Nous ne sommes pas contre la viabilisation »

Parmi les rares hommes politiques qui ont accepté de s'exprimer sur le sujet à visage découvert, il y a Bâ Adama



Moussa, maire de Boghé. «Notre position par rapport à la destruction des différentes zones agropastorales dans les zones identifiées par l'Etat et destinées aux

investisseurs étrangers est ferme. Nous ne sommes pas contre la viabilisation de ses terres mais cela passe obligatoirement par les populations y vivant », déclare le

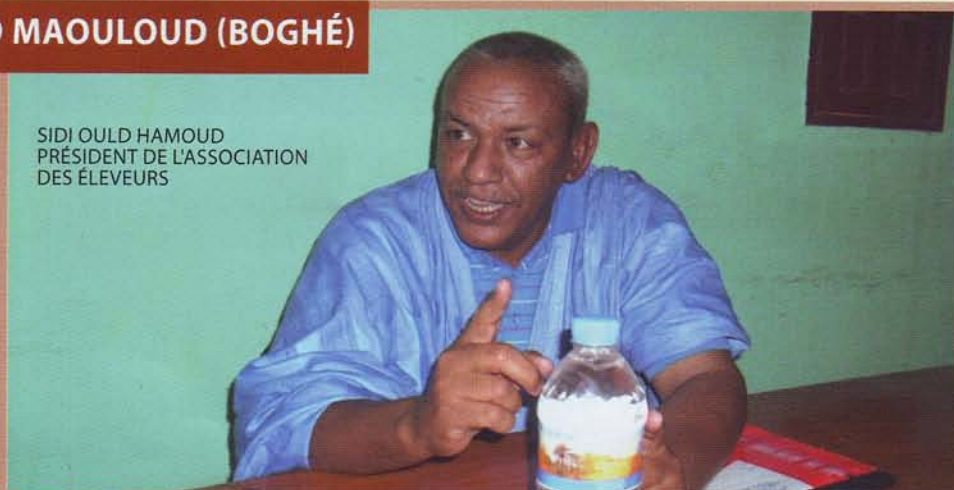
TÉMOIGNAGE DE SIDI OULD MAOULOU (BOGHÉ)

Les aires destinées aux investisseurs Saoudiens correspondent à des aires d'énormes réserves pastorales aussi bien dans la région de Brakna que dans d'autres régions. La vie des bêtes pendant les périodes dures de sécheresses y dépendent profondément :

- Si l'état veut octroyer plus de 40.000 Hectares d'espace agro-pastoral aux milliardaires saoudiens sans se soucier du devenir de ces différentes populations,
- Si l'état ferme les yeux devant ce modèle de terrorisme économiques que certains veulent monter à l'encontre des pauvres éleveurs et agriculteurs,
- Si aussi l'état encourage l'exploitation de l'homme pauvre par l'homme riche,

Tous, nous défendrons nos intérêts en tant qu'éleveurs et agriculteurs pour que justice soit rendue

SIDI OULD HAMOUD
PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION
DES ÉLEVEURS



OÙ IRONT SES VACHES LAITIÈRES, OÙ IRONT SES COOPÉRATIVES FÉMININES BIEN ORGANISÉES ET ENCADRÉES QUI COMMENCENT À INDUSTRIALISER CE LAIT ET AUSSI OÙ IRONT CES ÉLEVEURS TRADITIONNELS RÉSISTANTS À TOUTES LES CONDITIONS CLIMATIQUES DRASTIQUES QU'À CONNU LA RÉGION DEPUIS DES ANNÉES ?

maire. Comme la plupart de nos interlocuteurs, M. Bâ déplore le «manques d'informations» relative au dossier, ce qui, explique-t-il, prouve qu'il ne profite qu'à un «petit cercle opportuniste et pas soucieux de la vie des villages existants dans ces aires aussi bien du Walo que du Diéri». Ici aussi, les arracheurs de terres n'ont pas fait dans la dentelle. Quelque 25 000 hectares ont été attribuées à Ganki, 40 000 hectares sont en cours de confiscation à Boghé, 10 000 à Darel Barka. Cela sans compter les 45 000 hectares déjà récupérées dans le Lao (zone située dans l'actuel Gorgol).

Des villageois qui n'ont plus le droit d'enterrer leurs morts

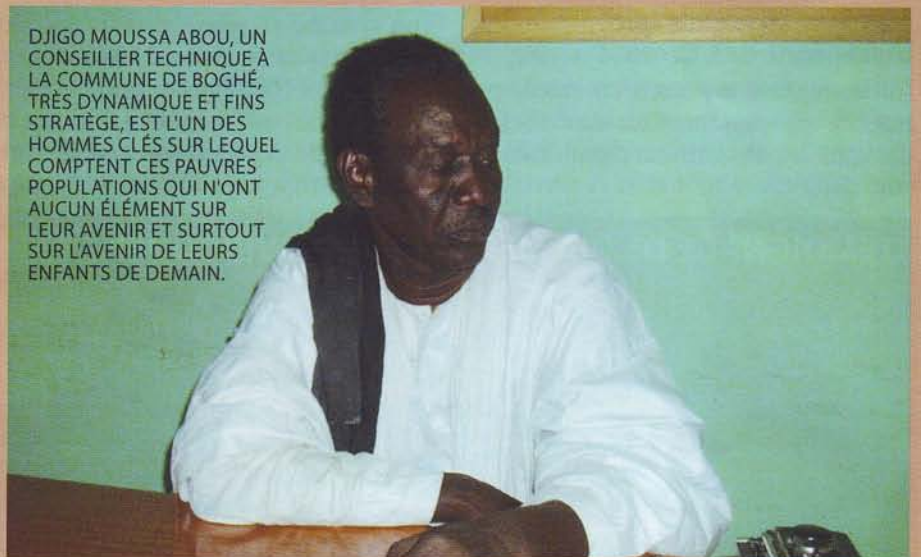
L'exemple le plus frappant, raconte Kane Tijani, maire de Dar El Barka, « est celui d'un village voisin rattaché à ma commune où ont été attribués entre un investisseur mauritanien et un Espagnol des hectares

SI L'ETAT NE FAIT PAS MARCHE ARRIÈRE, LES POPULATIONS, DÉJÀ DÉMUNIES, SERONT ENCORE PLUS PAUVRES. «IL N'Y AURA PLUS DE VIE PASTROLE DANS TOUTE LA RÉGION, DES VILLAGES SERONT CARTOGRAPHIQUEMENT RALLIÉS ET, FINALEMENT, NI LES POPULATIONS, NI LE CHEPTEL NE POURRONT RÉSISTER», DÉCLARE M. BÂ

destinés à l'agriculture. Des populations ont été déplacées, des villages détruits, des générations éliminées et surtout tous les symboles bafoués. Tout est fait dans le mensonge et sous le mensonge. Ces villageois n'ont plus le droit ni d'enterrer leurs morts dans leur propre cimetière qui est dans la limite des terres attribuées à ces investisseurs : Les morts sont enterrés aux villages Sénégalais voisin. Ils n'ont aussi ni le droit de rallier d'autres villages voisins par la piste datant des siècles qu'elles emprunter régulièrement».



DISCUTER AVEC TOUS,
AMÉNAGER POUR TOUS
ET VIABILISER POUR
TOUS : PLUS DE 150.000
HECTARES DE TERRES
AGROPASTORALES



DJIGO MOUSSA ABOU, UN CONSEILLER TECHNIQUE À LA COMMUNE DE BOGHÉ, TRÈS DYNAMIQUE ET FINS STRATÈGE, EST L'UN DES HOMMES CLÉS SUR LEQUEL COMPTENT CES PAUVRES POPULATIONS QUI N'ONT AUCUN ÉLÉMENT SUR LEUR AVENIR ET SURTOUT SUR L'AVENIR DE LEURS ENFANTS DE DEMAIN.

TÉMOIGNAGE DE DJIGO MOUSSA (BOGHÉ DOW)

Si l'intention était bonne, l'état devrait logiquement passer par ses trois étapes :
- Consulter directement les municipalités en les adressant le projet proprement dit où figurera tous les détails techniques sur les investisseurs, la superficie ciblée et le plan de son aménagement.
- Prévoir une étude sur la faisabilité et les conséquences à court, moyen et long terme sur les activités locales de ses population une fois ce projet est mis en œuvre
- négocier et garantir aux populations leurs intérêts en créant des commissions de sensibilisation et d'arbitrage. Rien n'a été fait dans tout ça, c'est un vrai attentat à la vie de ces différentes populations.

TÉMOIGNAGE DE NDIAYE DAOUDA (BOGHÉ DOW)



NDIAYE Daouda dans son paisible jardin situé à Boghé Dow où existe une réserve énorme de pépinière de plusieurs espèces de plantes ornementales et d'autres pouvant servir de plantation de ceintures vertes pour lutter contre l'avancée du désert. Ce juriste de formation n'est pas contre une viabilisation du Fouta mais une viabilisation qui, impérativement doit passer par des études et surtout la concertation des populations locales dans leurs représentativités.

Des investisseurs qui instaurent des taxes

Ce témoignage est repris en chœur par nombre de paysans. Du jour au lendemain, les investisseurs ont instauré

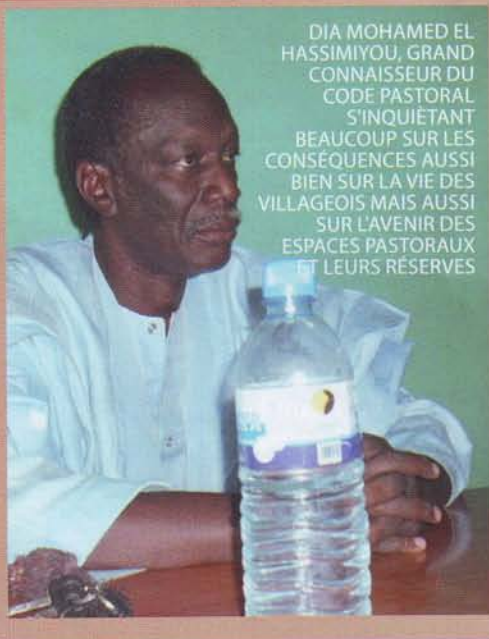
un système de péage, demandant 2000 ouguiyas à la charrette, 2 500 à la voiture simple et 4 000 pour les bus. Les mêmes investisseurs ne s'acquittent d'aucune taxe municipale depuis qu'ils sont sur place.

L'Etat sensé protéger ses citoyens semble dans l'espèce jouer le rôle de rabatteur à la recherche de la moindre parcelle de terrains pour vendre. Se posent naturellement plusieurs questions. Que fera l'Etat de ces populations une fois dépouillées de leur environnement naturel, de leur espace pastoral et agricole. La notion arbitraire de « terres mortes » prise sans concertation avec les habitants de la vallée est servie à dessein. Quel profit tire donc l'Etat qui s'aventure ainsi dans la destruction de l'équilibre naturel des villages sans étude de faisabilité. D'un village à l'autre, c'est la même conclusion qui revient : une petite bande de « gabégistes » peu soucieuse de l'avenir du pays veut se faire une commission sur le dos des pauvres paysans du Sud. Ici, à Dar El Barka, ce sont 10 500 hectares qui sont dilapidés. «C'est des générations sacrifiées, clame le maire. «Nous sommes contre et nous resterons contre parce que nous sommes conscients que c'est l'avenir de tous ces villages qui est hypothéqué ».

Ce que les populations attendent de l'Etat

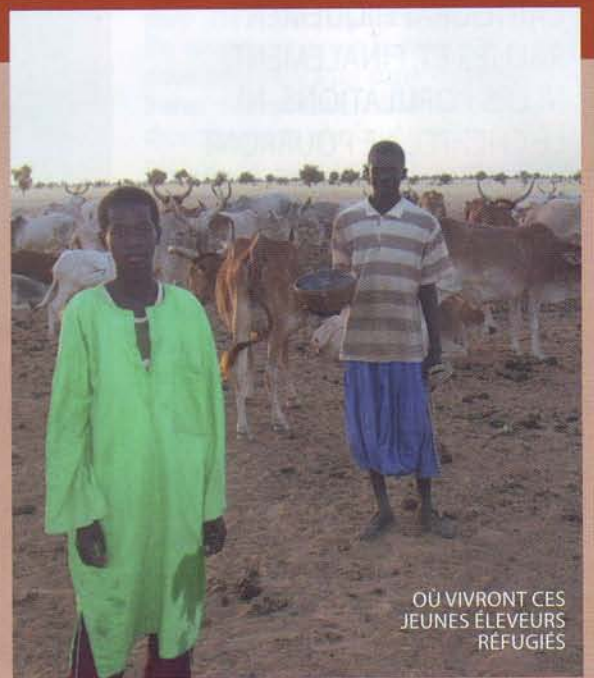
L'Etat doit sortir de son silence. Ces villageois qui ont salué l'arrivée de Mohamed Abdel Aziz comme la fin d'une longue série de brimades et de confiscations

TÉMOIGNAGE DE DIA MED HASSIMIYOU (BOGHÉ)



DIA MOHAMED EL HASSIMIYOU, GRAND CONNAISSEUR DU CODE PASTORAL S'INQUIÉTANT BEAUCOUP SUR LES CONSÉQUENCES AUSSI BIEN SUR LA VIE DES VILLAGEOIS MAIS AUSSI SUR L'AVENIR DES ESPACES PASTORAUX ET LEURS RÉSERVES

Les questions que je me pose sont les suivantes :
 - Est ce que les initiateurs de ce projet savent réellement ce que représente cette zone en termes de réserve pastorale ?
 - Ont-ils réfléchi ce que deviendront ces villages après aménagement de ses différentes aires ?
 - Quel est l'avenir des générations qui arriveront des années après futures et trouveront elles des espaces vitaux ?
 Il faudra penser à toutes ces plaies et voir les solutions adéquates avant tout.



OÙ VIVRONT CES JEUNES ÉLEVEURS RÉFUGIÉS

des droits et des biens, ne veulent pas de désillusions. Beaucoup comme Dieng Oumar Hadi pensent que l'Etat finira par intervenir, «pour défendre l'intérêt de ces populations misérables et ne vivant

QUE FERA L'ETAT DE CES POPULATIONS UNE FOIS DÉPOUILLÉES DE LEUR ENVIRONNEMENT NATUREL, DE LEUR ESPACE PASTORAL ET AGRICOLE. LA NOTION ARBITRAIRE DE « TERRES MORTES » PRISE SANS CONCERTATION AVEC LES HABITANTS DE LA VALLÉE EST SERVIE À DESSEIN.

que sur l'agropastoralisme. «Une étude devra être faite où elle inclura le point de vue direct des populations, un point de vue valable et logique. Si réellement l'Etat veut lutter contre la Gabégie et si le maître du changement constructif est là pour les pauvres, alors il doit tenir en considération l'avenir de ces zones et le devenir de tous ces villages dont la vitalité dépend de ces zones ». Pour le maire de Boghé, « ce modèle de business doit passer directement entre propriétaires



terriens et investisseurs privés avec l'Etat comme témoin et garant ». Le dossier est épineux, il faudra trouver rapidement une solution. Personne ne peut être contre le développement surtout dans un pays où plus de 60% des populations

est pauvre. Mais, poursuit le maire, personne ne doit encourager l'exploitation illégale des biens d'une personne par une autre. Ensemble, soyons tous conscients de l'avenir de cette zone et des différentes populations ».

1. TÉMOIGNAGE DE BA MAMADOU SILÈYE(WOTHIÉ)

Une des familles pionnières de Wothié, un village situé vers le sud Est de Boghé et qui a des réserves terriennes immenses aussi bien dans le « walo » que dans le « Diéri ». Ce vieux administrateur retraité connaît bien l'histoire de ces terres qu'on veut attribuer aux investisseurs qu'il ignore jusque-là leurs différentes nationalités. Il se pose la question : Qui veut réellement tromper le Président des pauvres Mohamed Abdel Aziz ? Que veulent-ils réellement de ses pauvres mais riches en termes de valeur terrienne ? Ces terres ne sont pas mortes et ne le seront jamais, nous dit-il. Nous sommes contre l'exploitation de l'homme par l'homme quel que soit le type de compromis.



FORAS INTERNATIONAL INVESTMENT COMPANY, LE GROUPE AL RAJHI, LE GROUPE BEN LADEN... ETC. QUI SONT CES INVESTISSEURS ? QUELS SONT LEURS PARTENAIRES MAURITANIENS ? QUE PROPOSENT-ILS AUX PAYSANS ? **ENQUÊTE.**



Nasser Kharafi 48^{ème} fortune du monde et propriétaire de l'Americana Group



Cheikh Saleh Kamel, fondateur du Dallah Al Barakah Group et président de la Chambre islamique de commerce et d'industrie.



SUR LES PISTES DES MYSTÉRIEUX INVESTISSEURS DU GOLFE

Ce qui se passe en Mauritanie n'est pas un phénomène isolé. Les terres arables mauritaniennes font partie d'un ensemble de périmètres africains convoités par des pays riches en pétrodollars ou en moyens financiers mais qui souffrent d'une forte dépendance alimentaire avec l'extérieur. C'est ainsi que l'Arabie Saoudite, grande importatrice de riz, a décidé d'encourager l'acquisition des terres arables en Afrique, et précisément au Mali, au Sénégal, en Mauritanie et, entre autres, au Soudan. Parallèlement, le royaume qui joue un rôle prépondérant à la Banque islamique de développement a porté ce problème aux pays islamiques avec une idée intéressante : encourager l'investissement agricole des pays membres riches en surliquidités vers des pays membres nantis en terres arables. C'est une formule win-win au demeurant. La Foras International Investment Company a été ainsi créée en 2008 au sein de la Chambre islamique de commerce et d'industrie. C'est une société par actions fermée domiciliée à Jeddah (Arabie Saoudite) avec un capital de départ de 120 millions de dollars US. Les actionnaires principaux sont la BID, mais aussi plusieurs investisseurs privés saoudiens et koweïtiens. Parmi ces investisseurs privés, il y a le Dallah Al Baraka Group, précurseur de la finance islamique et connue par la banque du même nom. Ensuite, le

Saudi Bin Laden Group, dirigé par le frère d'Ossama Ben Laden, et très actif au Maghreb et en Afrique de l'Ouest. De même, le Koweïtien Nasser Kharafi, 48^{ème} fortune mondiale, propriétaire de l'Americana Group. L'objectif de Foras, rappelle l'ONG canadienne Grain, auteur d'un rapport édifiant sur le sujet, est de développer un vaste projet riz 7x7. En gros,

DETAIL CURIEUX, C'EST UNE SOCIÉTÉ DU NOM DE TABOUK EZIRAIYA DU GROUPE SAUDIEN AL RAJHI QUI SERAIT DERRIÈRE L'AFFICHE FAITE PAR LE HAKEM DE BOGHÉ EN JUILLET 2010

produire 7 millions de tonnes de riz en 7 ans sur 700 000 hectares sous le nom d'AgroGlobe, et qui couvre aussi bien l'Afrique, que l'Europe (Bulgarie) ou l'Asie (Indonésie). Au Sénégal, le projet est piloté par Karim Wade, ministre de l'Etat gérant plusieurs portefeuilles dont l'équipement, le transport, l'énergie et la coopération. Le projet a débuté en 2008 avec une ferme rizicole expérimentale de 2 000 hectares en Mauritanie, super-

visée par une équipe de consultants de l'université thaïlandaise de Kasetsart. En 2009, Foras signe un bail de 5 000 hectares au Mali et un accord provisoire pour 5 000 hectares au Sénégal. Dans chacun de ces deux pays, l'objectif est de développer une production de riz sur 100 000 hectares. Seul hic, au Sénégal, le projet qui se trouve près de Podor et sur un périmètre couvrant plusieurs villages dont Guédé Village, l'entreprise rencontre une vive opposition. Le coût électoral pourrait s'avérer lourd de la part du super ministre Karim Wade. En ce qui concerne la Mauritanie, nous heurtons à un autre flou artistique. Foras Mauritanie, filiale de Foras née dans le giron de la chambre mauritanienne de commerce n'est pas encore opérationnelle. La société au capital de 2 millions de dollars n'avait libéré que 25% de ses parts. Étonnante parcimonie de la part d'un promoteur qui voulait 100 000 hectares au départ. Qui sont les actionnaires privés mauritaniens de Foras Mauritanie ? La réponse est à la chambre mauritanienne de commerce. Detail curieux, c'est une société du nom de Tabouk Eziraiya du groupe saoudien Al Rajhi qui serait derrière l'affiche faite par le hakem de Boghé en juillet 2010 et qui concerne l'attribution des terres dans la commune de Boghé et celle de Dar El Barka. Qui sont ces investisseurs, quels liens ont-ils avec Foras, qui sont leurs partenaires mauritaniens ?

Le groupe Al Rajhi est dirigé par une fratrie dont Sulaiman Bin Abdul Aziz Al Rajhi, 37e rang des fortunes arabes avec 11 milliards de dollars, est la figure de proue. Actionnaire majoritaire d'Al Rajhi Bank, d'Al Rajhi Factories (fabrication de divers produits en PVC).

L'objectif de produire du riz en Mauritanie et de l'exporter en Arabie Saoudite est recevable si un certain nombre de préalables sont pris : respect de la propriété privée, respect de l'équilibre agro-pastoral local. En général dans ce genre de projets, ce sont les populations riveraines, défendues par l'Etat, qui sont les interlocutrices avec les investisseurs. Il ne s'agit pas de reproduire les concessions coloniales du 19e siècle qui ont ruiné l'Afrique. Il s'agit de faire du partenariat gagnant-gagnant. Dans ce cadre, la société Foras Mauritanie devrait comprendre des coopératives villageoises comme actionnaires auprès de l'Etat mauritanien et des investisseurs saoudiens. Il y a plusieurs formes de partenariats possibles entre les communautés villageoises concernées, les investisseurs saoudiens et l'Etat mauritanien. Au Mali, où ce projet a été mené avec une plus grande transparence qu'au Sénégal et en Mauritanie,

Foras prévoit la construction de 20 000 logements. Problème : vont-ils et à quelles conditions aux populations dépossédées ? Notons que depuis une année, Foras connaît un grand retard dans l'exécution de ces projets. Crise financière, calculs stratégiques ? Et si, fidèle à une conception toute Golfienne du business, Foras n'était venu que pour se faire attribuer des concessions étendues et les faire revendre à de plus gros investisseurs, mieux pourvus. La plus value serait certes plus intéressante et immédiate. Ainsi, un autre groupe saoudien aurait supplanté Foras au Sénégal, avec des ambitions plus grandes : produire du riz sur 120 000 hectares de terres irriguées dans la vallée du fleuve sénégal avec un investissement de 100 millions de dollars sur cinq ans. Avec ce projet, les investisseurs saoudiens prendront le contrôle des 50 000 hectares actuellement cultivés et 14 207 ha irrigués supplémentaires qui seront réhabilités. Sont concernés, Dagana, Podor, Matal et Bakel. Précision importante, ce n'est pas du riz africain qui sera semé sur ces terres mais des variétés asiatiques, en particulier les hybrides, note l'ONG canadienne. Là aussi, comme en Mauritanie, se pose un problème de coût. Combien

vont coûter ces terres ? Selon les informations, une société Agro-Industrielle du Sénégal a été constituée dans ce sens avec des investisseurs saoudiens qui contrôlent 90% des parts contre 10% aux investisseurs sénégalais. Quelque 70% seront exportés en Arabie Saoudite, marché «garanti» selon le business plan de l'entreprise. Autre détail qui dérange dans ce plan, les projections financières. Le master plan saoudien prévoit d'amortir son investissement en l'espace de 5 ans avec un taux de rendement annuel de 36,7%. Plutôt irréaliste compte tenu que même une mine de diamants ne dépasse par un taux de rendement interne de 20% par an. Au lieu d'apporter de l'argent frais au Sénégal, l'investisseur compte non seulement acquérir des terres mais aussi obtenir des subventions de 10 millions de dollars grâce au programme Goana. Le coordonnateur du projet, Amadou Kiffa Guèye, conseiller auprès du ministre sénégalais des mines, de l'industrie, de l'Agro-Industrie et des PME aurait dit que la famille royale saoudienne était impliquée ainsi que de riches hommes d'affaires sénégalais.

Moctar Sy



CFAO MOTORS

SUZUKI ALTO
LA CITADINE À PETIT PRIX
3 450 000 UM* !
TOUTES TAXES COMPRISES



*TTC, immatriculée, clefs en main, dans la limite des stocks disponibles

www.cfaogroup.com • Tel 524 30 94